

jeudi, 05 juin 2014 02:12

La France et le phénomène des «jihadistes»: l'arroseur arrosé

IRIB-La France s'active ces jours-ci sur deux axes.

D'une part, elle poursuit son rôle comme fer de lance contre la Syrie et son régime, et se mobilise, de l'autre part, dans une tentative de contrer le péril de ceux qu'elle désigne de «jihadistes».



Sur le premier plan, le rôle de la France est flagrant dans l'objectif de déférer la Syrie devant la Cour pénale internationale. Sur le second plan, ce pays a pris des mesures de sécurité qui ne se limitent pas à la poursuite des réseaux de l'enrôlement des Français pour combattre dans les rangs des groupes terroristes en Syrie, mais qui touchent aussi à l'éducation et la formation des individus et surveillent tout changement dans leur conduite ainsi que l'internet et les médias sociaux.

Sur les deux plans, il ne semble pas que la France ait réussi. Sa dernière tentative au Conseil de Sécurité a été avortée par le veto sino-russe. En effet, le projet de résolution avancé par la France est placé par des analystes dans le contexte des tentatives de brouillage contre l'échéance présidentielle syrienne, puisque la victoire du président Bachar Assad est intolérable pour la France. Sinon, comment peut-on expliquer l'indulgence à l'égard des groupes terroristes tels l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL), le front Al-Nosra et le Front islamique au sein des instances internationales au moment où ces groupes constituent, avec leurs combattants étrangers, un souci majeur pour les gouvernements occidentaux, y compris la France ?

La France : une politique tordue

L'écrivain et chercheur français et libanais, René Nabaa évoque une politique française «tordue», adoptée par le ministère français représenté par Laurent Fabius qui ne trouve aucun embarras à se prononcer en faveur des terroristes. «Cet homme avait rencontré dernièrement Abdel Karim Belhadj afin d'élaborer des plans politiques en Lybie, au moment où Belhadj était poursuivi par l'Otan tout au long de dix ans, dans le contexte de la guerre contre le terrorisme». M. Nabaa donne un autre exemple sur la politique française dite «tordue». «Durant la libération des otages français enlevés par les rebelles syriens pour une période d'un an, Fabius a préféré axer son discours sur l'hypothèse de l'utilisation du gaz du chlore dans les batailles en Syrie, sans aucune allusion à la ligne de conduite vile des ravisseurs.»

Si la France se distancie de toute action contre ces groupes terroristes en Syrie, auprès des instances internationales, elle paraît intensément active dans le but d'empêcher l'extension de ces groupes vers le territoire français, surtout des combattants français et occidentaux qui ont rejoint leurs rangs sur la scène syrienne.

Un plan gouvernemental... mais

«On parle en France d'un plan gouvernemental approuvé le mois dernier et élaboré par le nouveau ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. Le plan qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie basée sur l'action des services de renseignements, la surveillance et l'immunisation contre «l'islam radical», est formé de quatre parties :

1- La promulgation d'une nouvelle loi qui autorise l'interdiction des «jihadistes», jeunes ou âgés, de quitter le territoire français. Cette loi confère aux parents le droit de demander aux autorités d'interdire leurs fils ou filles mineurs de quitter la France, en cas d'indices sur des penchants

«jihadistes».

2- Renforcer la guerre contre les cellules aux «tendances jihadistes», l'expulsion des personnes impliquées et la saisie des propriétés des institutions ou des associations impliquées dans de telles activités. Dans ce même contexte, le gouvernement français se prépare à renforcer la surveillance sur le réseau internet, vu le rôle de ce dernier dans l'enrôlement des combattants étrangers, notamment adolescents.

3- La coopération internationale entre Paris et les autres pays ayant les mêmes craintes ou ceux dont les territoires sont des passages pour les combattants étrangers vers la Syrie.

4- Aider les familles qui se trouvent dans l'impossibilité de faire face aux comportements de leurs fils, à travers la mise en place d'un bureau national pour «l'écoute et l'orientation», dont le rôle serait d'assister les familles à réhabiliter et réintégrer dans la société, les individus ayant enclin à l'esprit jihadiste».

Selon les propos de M. Nabaa, «l'efficacité de ce plan sur la scène française intérieure sera partielle. D'une part, Paris sera plongée dans l'embarras à l'égard des «jihadistes» qui sont théoriquement ses alliés, et motivés par le même objectif. D'une autre part, ressortent les motifs derrière le phénomène de la participation de combattants étrangers à la guerre en Syrie. En effet, la propagande officielle française avait notamment encouragé ces hommes à combattre le régime syrien tout au long de trois ans, durant lesquels l'occident a orienté l'opinion publique en sa faveur, sans aucune allusion à l'afflux des «jihadistes», puisque le but était de repoter la guerre indépendamment des moyens utilisés pour cette fin. S'ajoute à cette propagande un sentiment fort de frustration, résultant de la vie quotidienne difficile dans un pays qui souffre d'une crise économique et de la recrudescence de l'islamophobie. Des faits qui ont renforcé le désir de combattre en Syrie». «En fin de compte, l'arroseur est arrosé », explique M. Nabaa.

«Les efforts de la France pour sortir de l'impasse ne seront pas faciles, mais ce pays le tentera toujours. Le gouvernement français organisera entre le 9 et le 20 juin, une série de conférences dans lesquelles se prononceront des experts dans la lutte antiterroriste et des représentants d'associations expertes dans les groupes extrémistes et d'autres qui planchent sur les droits de l'enfant.

C'est une opportunité pour la France, non seulement pour détourner les regards de la réélection du président syrien, mais aussi de la corruption dont souffre la classe politique française, puisque les dangers qui menacent le gouvernement français ne sont pas limités à celui des jihadistes. De ce fait, le gouvernement français œuvre afin de polir son image et de récupérer la confiance des Français sur la scène locale et des gloires perdues sur la scène internationale».

Al Ahed